

Le point de vue de l'O.N.F., employeur de main d'œuvre forestière, et l'idée de création à Florac d'une formation continue sur les spécificités forestières méditerranéennes

par Georges de MAUPEOU *

L'Office national des forêts O.N.F. est un employeur important de main d'œuvre en zone rurale, ainsi il y a, dans les 5 départements du Languedoc-Roussillon, 660 salariés de l'O.N.F. (400 fonctionnaires, 260 ouvriers et assimilés).

Depuis plusieurs années on constate une forte réduction des effectifs d'ouvriers forestiers : la principale raison en est que l'évolution des ressources de l'Office, liée directement aux cours du bois, est sensiblement inférieure à l'évolution des salaires.

L'O.N.F. doit avoir le souci de l'emploi de sa main d'œuvre mais aussi du respect de ses équilibres budgétaires : il ne peut y avoir maintien de l'emploi dans un organisme qui n'a pas une saine situation financière.

Dans ce cadre l'O.N.F. se doit de toujours ajuster ses emplois et les tâches confiées à ses ouvriers, pour tenir compte des marchés potentiels :

* La sylviculture (dégagements, dépressage, etc...) reste, bien sûr, l'essentiel du travail des ouvriers forestiers : cette activité nécessite une bonne technicité mais l'amélioration des techniques sylvicoles (cloisonnement dans la plantation ou régénération, normalisation des travaux, etc...) ont conduit à de très forts gains de productivité et donc à des besoins

moins importants d'ouvriers forestiers sylviculteurs.

* Le bûcheronnage est une tâche qui est très peu assurée par les ouvriers de l'Office mais par les employés ou sous-traitants des exploitants forestiers achetant le bois sur pied.

* Les travaux de plantation sont généralement sous-traités.

* D'autres métiers nouveaux, dans le cadre des activités conventionnelles de l'O.N.F., apparaissent : création ou entretien d'espaces verts ou de sentiers de randonnée, participation aux tournées D.F.C.I., encadrement de main d'œuvre peu qualifiée, etc...

Ces nouveaux métiers sont certainement porteurs d'espoirs : ils impliquent que les ouvriers forestiers soient bien formés et autonomes. Cela nécessite de leur part un effort de formation et la mise en place de nouvelles formes d'organisation du travail comme les «unités de production», équipes d'ouvriers organisées en petites entreprises, qui ont été mises en place récemment dans les 5 départements du Languedoc-Roussillon.

Pour les fonctionnaires, le maintien des effectifs nécessite également la recherche de créneaux porteurs et de marchés solvables et donc une formation adaptée.

Les besoins sont, bien sûr, très importants ; la forêt méditerranéenne et les massifs forestiers de l'arrière pays et de la moyenne montagne attirent de nombreux touristes et jouent

un rôle essentiel dans le cadre de vie, le maintien du paysage et des milieux naturels. Une véritable gestion de l'espace, y compris la D.F.C.I., est indispensable si l'on veut que ce patrimoine collectif soit sauvegardé.

Pour cela, il est de plus en plus nécessaire d'avoir des forestiers formés aux spécificités de la forêt méditerranéenne.

En Languedoc-Roussillon, l'O.N.F. accueille en permanence de nouveaux agents forestiers formés au Centre national de formation forestière (C.N.F.F.) de Nancy-Velaine en Haye ou à l'E.N.G.R.E.F. (1) de Nancy et doit donc adapter ces recrues aux spécificités de la forêt méditerranéenne.

Cette formation se fait en partie, bien sûr, «sur le tas» au contact de la forêt et des anciens, mais elle est organisée également dans le cadre d'une formation continue mise en place régionale (ou en interrégion avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Ce système donne des résultats satisfaisants, d'autant plus que les forestiers du Languedoc-Roussillon restent, en général, assez longtemps dans leur poste et y acquièrent une bonne connaissance de leurs forêts et plus généralement de la forêt méditerranéenne.

Ainsi, par exemple, l'O.N.F. en Languedoc-Roussillon a été capable, au début de 1996, de présenter un dossier LIFE-nature sur la gestion intégrée, dans le cadre du futur réseau «NATURA-2000», de deux sites de chênaie verte (La Clape dans l'Aude, le massif du Gardon dans le Gard).

Toutefois, notre système actuel de formation progresserait si les spécificités de la forêt méditerranéenne étaient mieux prises en compte, si elles faisaient l'objet d'une formation structurée qui aille plus loin que la simple formation continue régionale de l'O.N.F.

* Directeur régional de l'ONF
Direction régionale Languedoc-Roussillon
Parc Euromédécine - 505 rue de La Croix Verte 34090 Montpellier cedex 5

(1) Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts

Cette nouvelle formation forestière méditerranéenne permettrait, en outre, de dépasser les frontières nationales et de diffuser les compétences et l'expérience forestière du sud de la France aux pays méditerranéens. Les échanges, qui existent déjà mais à une échelle modeste, avec l'Espagne (Catalogne en particulier) pourraient être développés. La coopération avec les pays du Maghreb pourrait être véritablement organisée et dépasser les quelques opérations ponctuelles actuelles.

Comment, concrètement, mettre en place une telle formation forestière méditerranéenne, sachant que les moyens financiers disponibles seront nécessairement limités ?

Il faut, tout simplement, partir de nos potentialités actuelles -qui sont loin d'être négligeables- et essayer de les mettre en synergie.

Ces potentialités sont nombreuses et complémentaires :

- des terrains d'observation et d'expérimentation en vraie grandeur qui sont extrêmement variés (multiples garrigues, plantations littorales et de moyenne montagne, expérimentation de nombreux sapins méditerranéens, cèdres, feuillus précieux, etc...);

- une demande déjà maîtrisée et soluble de formation forestière méditerranéenne (personnels de l'O.N.F., de la forêt privée, forestiers de l'Etat, etc...);

- le centre national de formation forestière (C.N.F.F.) pleinement opérationnel à Nancy qui a une forte expérience de formation professionnelle pour le personnel de l'O.N.F. mais aussi pour les forestiers d'autres pays (Afrique, Europe de l'Est, etc...);
- l'E.N.G.R.E.F. qui a également une grande expérience de l'étranger et dispose déjà d'une antenne à Montpellier spécialisée dans la foresterie tropicale;

- le Parc national des Cévennes (P.N.C.) qui a une compétence reconnue dans de nombreux pays (en particulier jumelage avec le parc naturel de Montseny en Catalogne);

- le Centre d'expérimentation pédagogique (C.E.P.) de Florac, établissement d'enseignement supérieur dépen-

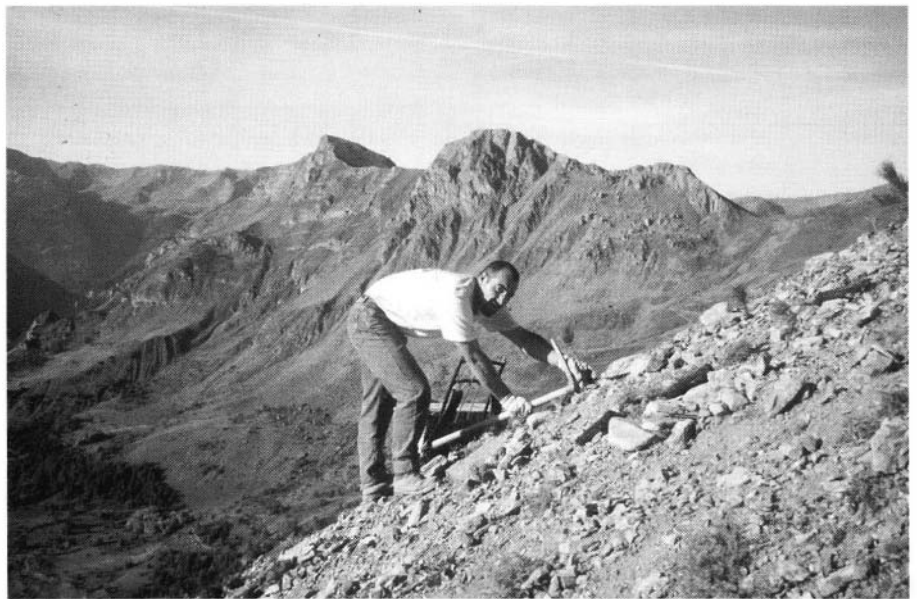


Photo 1 : Les travaux de plantation sont généralement sous-traités par l'Office, ici plantation RTM à Barcelonnette

Photo L. Viallon / Forêt Plus

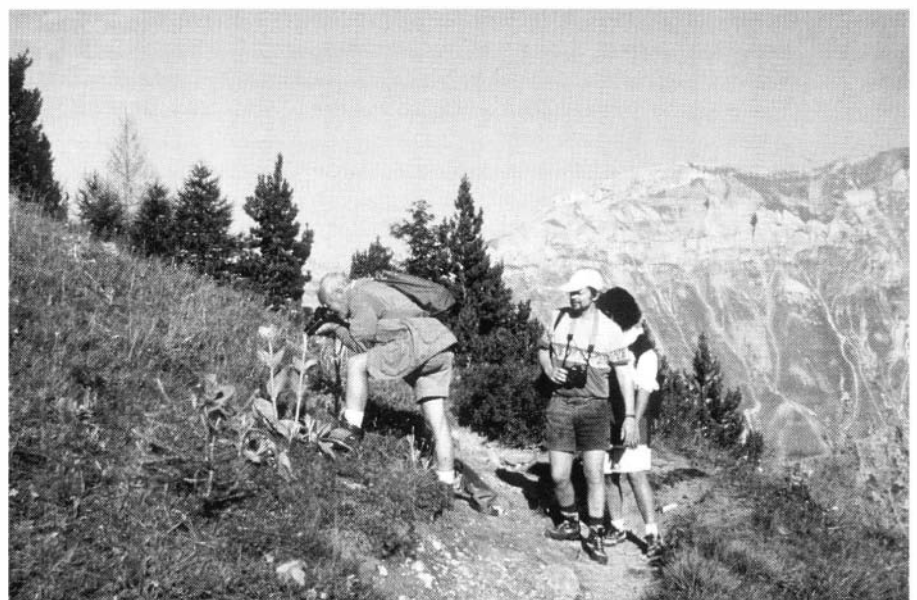


Photo 2 : De nouveaux métiers apparaissent, par exemple ceux liés à la création et à l'entretien de sentiers de randonnée. Ici le sentier «Retrouvance» dans les Hautes Alpes

Photo O.N.F.

dant du ministère de l'agriculture, qui est bien implanté au cœur des Cévennes;

- et, enfin, des collectivités locales (avec en particulier la région Languedoc-Roussillon, officiellement responsable de la formation professionnelle) qui sont prêtes à se mobiliser -avec l'aide de l'Etat et de

l'Europe- pour faire aboutir une opération innovante à Florac.

A tous ces acteurs d'œuvrer ensemble pour que le projet d'un centre de formation forestière méditerranéenne à Florac voit le jour.

L'O.N.F. est prêt à s'y associer.

G.M.